

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°3 - 29 août au 25 septembre 2016

SOMMAIRE

Législation - Réglementation	p. 1 à 2
Normes - Labels - Démarches	p. 2 à 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 3 à 4
Outils - Méthodologies	p. 4
Économie - Incitations financières	p. 5
Immobilier	p. 5 à 6
Éducation - Formation - Documentation	p. 6 à 7
Réalisations	p. 7
Professionnels - Entreprises	p. 8
Filières - Prestataires	p. 8 à 9
Bâtiment - Énergie	p. 9 à 11
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 11 à 12
Autres thèmes	p. 12 à 13

/// LEGISLATION - REGLEMENTATION ///

Réforme des marchés publics : la Direction des affaires juridiques (DAJ) publie une fiche technique relative à l'urgence dans les marchés publics - 30 août 2016

Cette fiche fait le point sur les urgences simples et impérieuses au regard des récentes évolutions réglementaires : ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décrets d'application du 25 mars 2016.

Source :

> www.economie.gouv.fr/daj/urgence-dans-marches-publics-2016

La Direction des affaires juridiques de Bercy publie une version actualisée de sa fiche technique consacrée au schéma de promotion des achats publics responsables - 30 août 2016

Les personnes publiques qui dépassent les 100 millions d'euros hors taxes d'achats par an doivent adopter et publier un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables. Pour accompagner les quelque 160 entités concernées, la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie a actualisé sa fiche technique dédiée au schéma de promotion. Cette version 2016 apporte des précisions sur le contenu de ce schéma de promotion et sur les objectifs à poursuivre.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/le-schema-de-promotion-des-achats-publics-responsables-explique-aux-acheteurs-33124382

Le CEREMA publie trois fiches pour décrypter la loi de transition énergétique - Septembre 2016

Réunies dans une collection intitulée « Décryptage de la loi de transition énergétique », ces fiches publiées par le CEREMA ont pour objectif de faciliter la compréhension de cette loi, ainsi que son déploiement par les services déconcentrés de l'État et les collectivités territoriales. Au sommaire de ces trois fiches téléchargeables gratuitement : « Précarité énergétique », « Transports » et « Bâtiments ».

Source :

> www.certu-catalogue.fr/catalog/product/view/id/1804/?__SID=U&link=4125

Abaissement à 150 m² du seuil de recours à un architecte : « flou juridique » autour de l'entrée en vigueur de cette mesure - 9 septembre 2016

Si la nouvelle loi « Liberté de création, architecture et patrimoine », promulguée le 7 juillet 2016, rend désormais obligatoire le recours à un architecte dès 150 m² de surface de plancher (et non plus 170 m² comme auparavant), la date d'entrée en vigueur de cette mesure divise architectes et services administratifs. Le Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) estime en effet que la nouvelle surface est immédiatement applicable, tandis que de leur côté, les services de l'Etat attendent la parution d'un décret officialisant cette nouvelle surface. Une ligne de conduite confirmée par le ministère de la Culture qui annonce sur son site internet être en attente d'un décret sur le sujet.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/loi-liberte-de-creation-architecture-et-patrimoine-imbroglio-autour-des-150-m-33238199

Marchés publics : en l'absence de caractéristiques particulières pour évaluer les offres, aucun justificatif n'est requis - 13 septembre 2016

L'acheteur public est libre de choisir les critères de sélection des offres à un marché public, à condition qu'ils soient non-discriminatoires et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution. Pour autant, dès l'engagement de la procédure, la personne publique doit informer les candidats des modalités de sélection des offres en indiquant les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre. Elle doit également préciser, dans les documents de la consultation, les éléments devant être fournis par les soumissionnaires pour évaluer leurs offres au regard des critères fixés. Au nombre de ces éléments exigés peuvent figurer des justificatifs. L'acheteur peut, en effet, demander aux opérateurs économiques de produire des justificatifs en vue de vérifier la véracité des informations communiquées. Tel est le cas lorsque, pour fixer un critère d'attribution du marché, l'acheteur entend examiner la valeur des offres au regard d'une caractéristique technique déterminée. Néanmoins, en l'absence d'une telle caractéristique, l'acheteur n'a pas à demander aux candidats de produire un justificatif. C'est ce que précise le Conseil d'Etat dans un arrêt du 22 juillet 2016.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/marches-publics-en-l-absence-de-caracteristiques-particulieres-pour-evaluer-les-offres-pas-besoin-de-33245616

La Direction des affaires juridiques de Bercy vient d'actualiser la fiche technique relative aux avances de trésorerie - 15 septembre 2016

Cette fiche, mise à jour à la lumière des nouvelles références textuelles et du vocabulaire issus de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et de son décret d'application du 25 mars 2016 portant réforme des marchés publics, rappelle la distinction entre l'avance obligatoire et les avances non obligatoires, ainsi que le régime juridique applicable. Elle retrace également les spécificités des marchés publics de défense et de sécurité en la matière.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/marches-publics-piqure-de-rappel-de-bercy-sur-le-regime-des-avances-33249832

Antennes relais : un décret définit les modalités d'information des habitants - 15 septembre 2016

Le texte fixe les conditions dans lesquelles les maires ou présidents de groupements de communes mettent à disposition des habitants les informations concernant les projets d'implantations d'installations radioélectriques sur le territoire d'une commune ou les projets de modifications substantielles d'installations existantes. Il définit également les modalités selon lesquelles le maire de la commune ou le président du groupement de communes peut donner la possibilité aux habitants de formuler des observations. Il détermine par ailleurs la composition et le fonctionnement du Comité national de dialogue relatif aux niveaux d'exposition du public aux champs électromagnétiques créé au sein de l'Agence nationale des fréquences.

Source :

> www.editions-legislatives.fr/content/exposition-aux-champs-%C3%A9lectromagn%C3%A9tiques-linformation-locale-renforc%C3%A9e

A télécharger :

> Décret n°2016-1211 du 9 septembre 2016 relatif à l'information locale en matière d'exposition du public aux champs électromagnétiques et au Comité national de dialogue de l'Agence nationale des fréquences : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033105888

Contrats de location de logements : le propriétaire devra désormais annexer au contrat de bail d'habitation un dossier de diagnostic technique de l'installation de gaz et d'électricité - 16 septembre 2016

Sont concernés par cette obligation les logements comportant une installation d'électricité réalisée depuis plus de 15 ans, ainsi que les logements comportant une installation de gaz en fonctionnement et qui a été réalisée depuis plus de 15 ans ou dont le dernier certificat de conformité date de plus de 15 ans. Cette obligation s'appliquera à partir du 1^{er} juillet 2017, pour les logements situés dans un immeuble collectif dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} janvier 1975 ; et, à partir du 1^{er} janvier 2018, pour les autres logements.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/l-extension-des-diagnostics-gaz-et-electricite-a-la-location-devient-realite-33258953

A télécharger :

> Décret n°2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033026442

> Décret n°2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033026422

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

10 millions de m² ont été certifiés HQE Habitat et Bâtiment non résidentiel en 2015 - 14 septembre 2016

L'Île-de-France arrive en tête du classement, la ville de Paris réunissant à elle seule pas moins de 250 certificats. Hors Île-de-France, le département de la Vendée (103 certificats) obtient la première place du classement, suivie des départements du Nord (91), de la Gironde (87), du Pas-de-Calais (78) et de l'Ille-et-Vilaine (65). Hors de France, le Brésil prend la tête du classement avec 119 certificats, suivi du Maroc (7), de la Tunisie (3), de la Pologne et du Luxembourg, tous les deux à égalité avec deux unités certifiées en 2015. Au total, ce ne sont pas moins de 69 millions de m² qui ont été certifiés HQE depuis 2004.

Source :

> www.batiactu.com/edito/ou-trouve-t-on-plus-batiments-certifies-hqe-46201.php

Le label volontaire Promotelec « Habitat neuf » évolue - 19 septembre 2016

La nouvelle mouture du label Promotelec, qui est entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2016, comprend deux nouveautés : l'apparition d'une option qui permet d'obtenir concomitamment le label d'Etat « Bâtiment bio-sourcé », qui reconnaît la qualité d'une construction intégrant des matériaux issus de la biomasse (végétale ou animale) et l'utilisation de ressources renouvelables ; et, la possibilité de faire bénéficier les constructeurs de logements sociaux d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Source :

> www.batiactu.com/edito/label-promotelec-habitat-neuf-evolue-46251.php

NF Habitat copropriétés : lancement d'une certification exploitation dédiée aux copropriétés - 20 septembre 2016

Destinée en premier lieu aux syndicats, cette certification atteste de la gestion technique et administrative courante d'un immeuble en copropriété, valorisant les bonnes pratiques et les syndicats exemplaires. Pour l'obtenir, ces derniers doivent notamment respecter des exigences de management responsable et de qualité des services et de l'information. Une fois certifié, le syndic peut alors encourager la copropriété elle-même à obtenir sa propre certification « Exploitation », attestant de la qualité de l'immeuble, de son entretien et du suivi des consommations.

Source :

> www.batiactu.com/edito/nf-habitat-lancement-certification-exploitation-coproprietes-46259.php

Un quatrième certificateur pour délivrer le label « Bâtiment bio-sourcé » - 23 septembre 2016

Après Cerqual, Céquami et Certivéa, signataires d'une convention avec le ministère du Logement en 2013, Promotelec pourra désormais délivrer le label « Bâtiment bio-sourcé » dans le cadre de son référentiel « Habitat neuf ».

Source :

> www.neext.fr/un-quatrieme-certificateur-pour-delivrer-le-label-batiment-biosource-en-maison/

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Bio-matériaux : des briques ultrarésistantes en champignon - Septembre 2016

Ecologique, économique, particulièrement solide et entièrement recyclable, la brique de mycélium pourrait bien révolutionner la manière de bâtir. Composée de déchets agricoles locaux (balles de céréales, sciures de bois, ...), préalablement stérilisés, et de mycélium, la production de ces briques ne nécessite aucune technologie complexe et aucun apport en énergie pour un coût équivalent aux matériaux auxquels il se substitue. Là où la production d'un mètre cube de polystyrène nécessite environ 1,5 litre de pétrole, le même volume de briques est en effet produit par un phénomène 100% naturel. La méthode consiste simplement à mélanger du mycélium de champignon dans un substrat et de le laisser s'y développer. De cette manière, le mycélium crée un maillage qui lie les éléments constitutifs du substrat les uns aux autres. Seul obstacle au déploiement de ces briques : notre culture occidentale qui associe le champignon à la moisissure et aux mycoses.

Source :

> <http://sites.arte.tv/futuremag/fr/des-maisons-en-champignon-futuremag>

Les Arts et Métiers - Campus de Cluny - et BioBuild Concept publient un panorama de l'usage des matériaux de construction bio-sourcés dans 15 pays - Septembre 2016

L'ambition de cette étude, intitulée « Bio World Resource Benchmark » est double. Il s'agit, d'une part, d'acquérir, à l'échelon international, un premier niveau de connaissance sur les ressources disponibles, la maturité scientifique, technique, réglementaire et économique des filières ou, bien encore, sur les politiques publiques ; et, d'autre part, d'attirer l'attention sur la problématique des matériaux de construction et d'évaluer le potentiel de réponse de la bio-économie. Parmi les pays étudiés : la France, le Maroc, la Chine, le Brésil, les Etats-Unis ou, bien encore, le Royaume-Uni.

Source :

> <http://vegetal-e.com/fr/fiche/document-121/2016-benchmark-biosources.html>

A télécharger :

> **Panorama de l'usage des matériaux de construction bio-sourcés dans 15 pays :**
http://vegetal-e.com/fichiers/2016-bbmworld-rapport-complet-vf_1474429403.pdf

Un enduit thermo-isolant à base d'aérogels pour rénover les bâtiments anciens - 21 septembre 2016

Composé de granulats d'aérogel, d'agrégats légers minéraux, de chaux hydraulique naturelle, de ciment blanc et d'hydroxyde de carbone, cet enduit thermo-isolant, développé en 2013 par l'industriel suisse Fixit, a fait l'objet de sept ans de recherche et est en cours de certification. Sa composition lui confère certaines qualités, à commencer par son ouverture à la diffusion de vapeur d'eau, garantissant le maintien de conditions hygrométriques convenables pour le bâti ancien. Autre intérêt : il peut être projeté sur 8 cm d'épaisseur en une seule passe à l'aide d'une machine à enduire. Enfin, il dispose d'un λ de 0,028 W/m.K, équivalent aux meilleurs isolants traditionnels. Seul bémol : son prix qui est supérieur à celui d'une isolation thermique extérieure avec isolant rapporté. Toutefois, lorsque les solutions d'isolation classique sont inapplicables pour des raisons techniques ou architecturales, l'enduit isolant paraît être une bonne solution.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/un-enduit-thermo-isolant-a-base-d-aerogel-pour-renover-les-batiments-anciens-33262904

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

BIM et maquette numérique : le Plan Transition Numérique dans le Bâtiment et la Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques publient un guide de recommandations à la maîtrise d'ouvrage - 15 septembre 2016

Pourquoi la maîtrise d'ouvrage a-t-elle un intérêt à s'engager dans la démarche BIM ? Comment le maître d'ouvrage s'engage-t-il dans une démarche BIM ? Comment lancer et conduire une opération en mode BIM avec les autres acteurs de l'acte de construire ? Et quelles incidences financières et économiques ? Au-delà de la simple mise en évidence des nombreux intérêts qui doivent conduire un maître d'ouvrage à mettre en place une démarche BIM sur les opérations qu'il lance, ce guide donne les éléments pragmatiques des actions qui doivent être menées dans cet objectif.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_thematique/technologies-numeriques/actualite/bim-et-maquette-numerique-un-guide-de-recommandations-a-la-maitrise-douvrage.html

A télécharger :

> **BIM et maquette numérique : guide de recommandations à la maîtrise d'ouvrage :**
www.batiment-numerique.fr/uploads/DOC/PTNB%20-%20Guide%20Methodo%20MOA.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Economie Circulaire : l'association Orée publie un recueil d'initiatives franciliennes - 14 septembre 2016

Qu'il s'agisse de solutions industrielles et de grande envergure telles que les véhicules partagés de Bolloré (Autolib' et Vélib') ou de solutions plus proches du quotidien des citoyens telles que les réseaux d'Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les repair-cafés et autres Fab-Labs ; ce guide fait le point sur 87 projets franciliens d'économie circulaire : 11 en approvisionnement durable, 9 en écoconception, 5 en écologie industrielle et territoriale, 12 en économie de la fonctionnalité, 17 en consommation responsable, 20 en réemploi, réutilisation, réparation et 13 en recyclage. Pour chaque projet, une fiche présente l'initiative, le champ opérationnel, le(s) porteur(s) de projet, l'année de lancement, le périmètre géographique et les coordonnées du contact.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/economie-circulaire-ile-de-france-initiatives-27490.php4

A télécharger :

> Recueil cartographique des initiatives franciliennes en économie circulaire : www.actu-environnement.com/media/pdf/news-27490-recueil-eco-circ-idf.pdf

Rénovation énergétique : la facture du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) pourrait s'alourdir - 23 septembre 2016

Selon le journal Les Echos, l'impact budgétaire du CITE pour 2016 « devrait être revu à la hausse dans le cadre du projet de loi de finances, de 1,4 à 1,7 milliard d'euros ». Un dérapage de plus alors qu'en 2015, la facture s'élevait déjà à près de 900 millions d'euros, le journal précisant que cette dernière aurait « triplé par rapport à 2014 ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/renovation-energetique-facture-cite-devrait-deraper-46336.php

L'Observatoire des coûts de la rénovation énergétique en Midi-Pyrénées, piloté par le CeRCAD, publie son deuxième « livret technique » dédié au remplacement du système de chauffage - 23 septembre 2016

Pour ce deuxième livret technique, 350 dossiers de financement du programme « Habiter Mieux » ont été analysés, correspondant à des travaux de rénovation énergétique réalisés en 2014 dans les départements de l'Aveyron, de la Haute-Garonne et du Tarn. Au sommaire : des chiffres clés, une checklist des éléments à considérer lors du remplacement d'un système de chauffage en matière de travaux associés ou induits, ainsi qu'un panel de documents techniques sur ces thématiques.

Source :

> www.cercad.fr/OCRE-publication-du-deuxieme-livret-technique-sur-le-remplacement-du-systeme-de-chauffage-CeRCAD-Midi-Pyrenees

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

La maison ultra-connectée n'attirerait pas tant que cela les acquéreurs - 30 août 2016

Selon le dernier sondage PAP Evénements/Yougov, les plus jeunes (25-34 ans) seraient les plus réfractaires à ce type d'habitat, seuls 3% d'entre eux jugeant ce critère comme prioritaire. Des jeunes qui imaginent bien la maison de leur rêve plutôt comme un havre de paix, loin du rythme effréné de la vie urbaine et de ses affres technologiques et futuristes. Les principales attentes des 25-34 ans ? Une maison spacieuse et lumineuse, avec de vastes espaces de nuit et de vie ouverts sur l'extérieur, entourée d'un jardin, et écologique afin de faire des économies d'énergie et de limiter l'impact sur l'environnement

Source :

> www.batiactu.com/edito/habitat-a-quoi-revent-francais-45978.php

Logements neufs : réservations et mises en vente en hausse au 2^{ème} trimestre 2016 - 31 août 2016

33 100 logements neufs ont été réservés au 2^{ème} trimestre 2016, soit une hausse de 18,7% par rapport à la même période l'année précédente. Parallèlement, les mises en vente ont atteint 35 900 unités, soit une hausse de 24,2%. Les annulations augmentent de 10,8% par rapport à l'année dernière mais de manière moins marquée que les réservations. L'encours des logements proposés à la vente s'établit à 101 200 logements à la fin du 2^{ème} trimestre 2016 (-0,5% par rapport à l'année passée). La majorité des régions suivent la tendance nationale. Seules la Normandie et Provence-Alpes-Côte d'Azur voient leurs mises en vente baisser ce trimestre.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/logements-neufs-reservation-et-mises-en-vente-en-hausse-au-2eme-trimestre-2016-33154577

Les taux de crédits se sont établis à 1,48% en moyenne au mois d'août 2016 - 5 septembre 2016

Ils étaient de 1,59% pour l'accession dans le neuf et de 1,42% pour l'accession dans l'ancien pour une durée moyenne de 208 mois (234 mois pour l'accession dans le neuf et 223 mois pour l'accession dans l'ancien). Sur un an, le rythme d'évolution de l'activité s'établit à +5,5% pour la production et à -1,7% pour le nombre de prêts bancaires accordés. Le coût relatif s'établit quant à lui à 3,92 années de revenus à fin août 2016, contre 3,85 années de revenus il y a un an, à la même époque. Enfin, le niveau de l'apport personnel progresse lentement (+1,2%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/credits-immobiliers-taux-inlassablement-baisse-46051.php

Secteur de la maison individuelle : une activité en hausse de 11,5% - 6 septembre 2016

Sur les douze derniers mois à fin juillet 2016, les constructeurs de maisons individuelles ont commercialisé 118 200 maisons, alors qu'ils n'en avaient vendu que 110 803 en 2015. Pour 2016, les constructeurs anticipent 120 000 à 126 000 ventes de maisons en secteur diffus (hors lotissements). La Normandie et le Centre-Val-de-Loire sont les régions les plus actives, tandis que la Bourgogne-Franche-Comté et l'Occitanie sont à la traîne.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/maison-individuelle-enfin-l-embellie-33219264

Au 2^{ème} trimestre 2016, l'évolution annuelle de l'indice du coût de la construction (ICC) est de nouveau positive (+0,5%) à 1 622 - 21 septembre 2016

L'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) affiche une hausse de +0,51% à 108,41, tandis que l'indice des loyers commerciaux (ILC) reste stable sur un an (+0,02% à 108,40).

Source :

> www.pap.fr/actualites/indexation-des-loyers-d-activite-les-indices-du-2eme-trimestre-2016/a16927

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Controverses sur le développement durable dans le domaine du bâtiment : le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) publie une étude - Septembre 2016

L'étude des liens entre formulation des enjeux environnementaux et objectifs a conduit à identifier deux approches différentes du « développement durable » : l'approche holistique et l'approche réductionniste. L'identification de ces approches permet de mieux comprendre les tendances d'évolution des pratiques dans le secteur du bâtiment pour chacune des étapes de construction ou de réhabilitation : diagnostic, conception, réalisation, évaluation.

Source :

> www.cereq.fr/publications/Nef/Les-controverses-sur-le-developpement-durable-dans-le-domaine-du-batiment.-Entre-approche-holistique-et-approche-reductionniste/

A télécharger :

> Les controverses sur le développement durable dans le domaine du bâtiment : www.cereq.fr/content/download/17303/139497/file/NEF53.pdf

Le site internet « M Ta Terre » a fait peau neuve : nouveaux graphismes, nouvelles rubriques et toujours plus d'informations pour décrypter les sujets liés au développement durable - 6 septembre 2016

Développé par l'ADEME, www.mtaterre.fr a pour objectif d'inciter les jeunes (collégiens et lycéens) à passer à l'action. Il fourmille d'informations, de conseils, de photos et de vidéos pour leur permettre de trouver toutes les explications sur le développement durable et le changement climatique. Un espace leur permet également d'exprimer leurs idées et de poser des questions. Les enseignants y trouveront, eux aussi, de nombreux éléments pour étayer leurs cours.

Source :

> www.ademe.fr/actualites#actualite-159368

L'Union des métiers du gros œuvre, en partenariat avec plusieurs acteurs de la filière construction, lancent une série de vidéos pédagogiques sur « Les bons gestes en maçonnerie » - 13 septembre 2016

Diffusées sur la chaîne dédiée « Bâtissons TV », ces vidéos ont pour objectifs d'améliorer la formation des professionnels, de diminuer la sinistralité des ouvrages et de faire progresser la sécurité sur les chantiers. L'idée est aussi d'offrir aux entreprises une ressource documentaire d'accès gratuit et de permettre de faire découvrir aux bâtisseurs de nouveaux modes constructifs. Plus d'une trentaine de films seront progressivement diffusés sur les thèmes couvrant les domaines d'intervention principaux du maçon : réalisation et mise en place d'un coffrage de voile banché, réalisation des maçonneries brutes en blocs et briques (joints minces), confection et coulage du béton, etc.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/des-vidéos-pédagogiques-pour-apprendre-les-bons-gestes-en-maçonnerie-33245610

Le Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation publie un cahier sur le bâtiment durable et son impact sur les évolutions des compétences et des formations - 13 septembre 2016

Organisé en trois domaines (les métiers du gros œuvre et du second œuvre, les métiers de la finition et des équipements techniques, les métiers transversaux et supports), ce cahier fournit des données sur les caractéristiques des métiers, les besoins en recrutement ou, bien encore, les compétences et leurs évolutions sont présentés pour chacun des domaines étudiés. Un focus sur trois métiers représentatifs de ces domaines est ensuite effectué (missions, formations, diplômes, profil des actifs, tendance du métier dans la région).

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/auvergne-rhonealpes-batiment-durable-evolutions-des-competences-et-des-formations.html

A télécharger :

> **Le bâtiment durable. Une évolution nécessaire des compétences et des formations :**
www.rhonealpes-orientation.org/medias/fichier/cahier-batiment-durable-juillet-2016_1473151229236-pdf

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

Allemagne : un îlot de deux immeubles, baptisé Heidelberg Village, est décrit comme « le plus grand complexe passif au monde » - 2 septembre 2016

Panneaux solaires, peinture anti-pollution, végétalisation et mixité sociale sont les ingrédients de ce complexe immobilier inédit. Pensés et conçus par le cabinet fribourgeois Frey Architekten, ses 162 appartements seront ouverts à tout type de personne, qu'elle vive seule ou en famille. Leur conception dite « sans obstacles » les rendra de surcroît accessibles aux personnes âgées ou handicapées. Pour inclure les futurs résidents au processus de construction et donner plus de sens au travail de la centaine d'ouvriers actuellement à l'œuvre, des repas communs sont organisés toutes les deux semaines par le cabinet d'architecture. Le coût total de construction de ces deux immeubles devrait s'élever à 50 millions d'euros.

Source :

> www.wedemain.fr/En-Allemagne-ces-deux-immeubles-vont-produire-leur-energie-et-depolluer-l-air_a2108.html

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Alors que la hausse de l'emploi tous secteurs confondus se poursuit au 2^{ème} trimestre 2016, la construction, quant à elle, continue de détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée - 8 septembre 2016

Selon l'INSEE, les destructions nettes d'emplois sont, au 2^{ème} trimestre 2016, de 2 800 contre 1 900 au trimestre précédent. Sur un an, les emplois ont ainsi diminué de 17 300 dans la construction. Même constat dans le secteur de l'énergie, de l'eau et les déchets avec 1 200 emplois de moins au 2^{ème} trimestre 2016 et 3 400 de moins sur un an. L'INSEE a par ailleurs révisé ses estimations d'emplois du 1^{er} trimestre 2016. Alors qu'elle prévoyait une hausse de 800 emplois dans le secteur de la construction, dans sa note publiée le 12 août 2016, elle estime à présent que le secteur enregistre une perte de 1 900 emplois.

Source :

> www.batiactu.com/edito/construction-detruit-plus-emplois-qu-elle-n-cree-46113.php

80% des professionnels de l'immobilier se disent optimistes pour le marché du logement sur les 12 prochains mois - 19 septembre 2016

Un score en progression de 4 points. C'est ce qui ressort du dernier baromètre Crédit Foncier/CSA, réalisé trois fois par an. Les raisons ? Des taux d'intérêt de crédit immobilier historiquement bas (94%) et les mesures liées au prêt à taux zéro (72%). En revanche, les professionnels restent vigilants quant au contexte économique qui peut vite se dégrader (86%) et au niveau de pouvoir d'achat des ménages qui ne s'améliore pas (65%). Tant dans le neuf que dans l'ancien, ils anticipent pour la plupart une tendance à la stabilisation sur les 12 prochains mois : 85% considèrent en effet que le marché s'améliore ou est en voie de stabilisation, contre 81% quatre mois auparavant.

Source :

> www.batiactu.com/edito/professionnels-immobilier-affichent-leur-optimisme-46247.php

Le climat des affaires manque encore de tonus - 22 septembre 2016

Selon la dernière note de conjoncture de l'INSEE, les entrepreneurs sont plus nombreux en septembre qu'en août 2016 à anticiper une hausse de leur activité dans les prochains mois. En revanche, le solde d'opinion sur l'activité passée baisse (-14% en septembre contre -11% en août 2016). Concernant l'emploi, les chefs d'entreprise sont légèrement moins pessimistes pour les prochains mois. Même si le solde d'opinion reste en dessous de la moyenne de long terme, ils sont plus nombreux en septembre qu'en août 2016 à prévoir une hausse de leurs effectifs pour les trois prochains mois. Les entrepreneurs jugent cependant leurs carnets de commandes trop peu garnis. Enfin, les chefs d'entreprise sont presque aussi nombreux qu'en août à prévoir une baisse de leurs prix dans les trois prochains mois.

Source :

> www.batiactu.com/edito/entrepreneurs-batiment-confiants-mais-prudents-46312.php

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Au 2^{ème} trimestre 2016, les énergies renouvelables ont couvert 26% de la consommation électrique française - 8 septembre 2016

Selon le septième panorama de l'électricité renouvelable, publié par le Syndicat des énergies renouvelables, ce résultat est dû à une production d'hydroélectricité « *exceptionnelle* ». Le 2^{ème} trimestre 2016 enregistre, par ailleurs, la plus forte progression de raccordement trimestriel depuis quatre ans, avec 728 MW raccordés. A fin juin 2016, la puissance du parc de production d'électricité renouvelable (hydroélectricité, éolien, photovoltaïque et bioénergies) s'élève à 44,8 GW, dont plus de 25,5 GW d'hydraulique et plus de 17 GW d'éolien et de solaire. En un an, cette capacité a progressé de 2,1 GW.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/energies-renouvelables-consommation-electrique-francaise-deuxieme-trimestre-27468.php4

Selon la Fédération française des tuiles et briques, la part de marché de la brique terre cuite est passée de 20,3% en 2005 à 37,4% en 2015 : 29,5% dans le logement collectif (contre 5,4% en 2005), 41,7% pour le segment de la maison individuelle isolée (contre 27,9% en 2005) et 49,1% pour le segment des maisons groupées (contre 18% en 2005) ; une progression liée à sa pertinence technico-économique et à ses performances thermiques intrinsèques.

Source :

> www.batiactu.com/edito/brique-terre-cuite-numero-un-materiaux-construction-46098.php

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Publication d'une thèse : « Méta-optimisation pour la calibration automatique de modèles énergétiques bâtiment pour le pilotage anticipatif » - Septembre 2016

Le projet ANR PRECISION vise au développement d'outils et de méthodes pour la gestion énergétique optimisée des bâtiments qui nécessitent l'utilisation de modèles thermiques dynamiques. Ces travaux de thèse, effectués entre le G2Elab et le G-SCOP, se sont focalisés sur les problématiques liées à l'estimation paramétrique de ces modèles. En effet, les incertitudes liées aux phénomènes mal maîtrisés et la nature des modèles rendent le calibrage des paramètres des modèles délicat. Cette procédure complexe n'est à ce jour pas systématisable : les modèles auto-régressifs ont une faible capacité d'extrapolation car leur structure est inadaptée, tandis que les modèles physiques sont non-linéaires par rapport à de nombreux paramètres ; les estimations conduisent à des optimums locaux fortement dépendant de l'initialisation. Pour lever ce verrou, plusieurs approches ont été explorées à partir de modèles physiques adaptés pour lesquels des études sur l'identifiabilité ont été menées sur une plateforme expérimentale : PREDIS MHI. Différentes stratégies d'optimisation sont alors proposées visant à déterminer les paramètres qui peuvent être recalés. La première approche repose sur une analyse *a priori* de la dispersion paramétrique, la seconde repose sur une procédure de méta-optimisation qui détermine dynamiquement, au fur et à mesure d'une séquence d'optimisations, les paramètres à recalculer. Les résultats sont analysés et comparés à diverses approches à travers différents cas d'application.

Source :

> www.theses.fr/2016GREAT038

A télécharger :

> Thèse « Méta-optimisation pour la calibration automatique de modèles énergétiques bâtiment pour le pilotage anticipatif » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01356728/document>

Publication d'une thèse : « Le Smart Thermogène Grid® : étude des potentiels de récupération, de stockage et de redistribution des énergies fatales et renouvelables, optimisation et gestion d'un système intelligent intégrant l'ensemble des énergies disponibles dans le bâtiment » - Septembre 2016

Le projet Smart Thermogène Grid® (SThG®) s'intègre dans la dynamique actuelle d'économie d'énergie en s'intéressant à la mise en œuvre de solutions de récupération et de stockage des énergies fatales et renouvelables dans le bâtiment résidentiel. L'objectif de ce travail de thèse est de proposer une approche globale permettant le choix et le dimensionnement de ces systèmes. Ce manque freine leur intégration au sein du bâtiment ainsi que l'évolution du bilan énergétique. Dans ce contexte, une modélisation de type « boîtes grises », qui se base sur un assemblage de modules (récupérations sur air extrait, sur eaux usées et solaire, stockages géothermique et en cuve), a été développée. Ce type de démarche permet une simplification importante du modèle complet et une réduction considérable du nombre de paramètres à déterminer. Il devient alors possible de mettre en place une méthode d'optimisation sous contrainte de type GPS afin d'aboutir à un dimensionnement physique. Une solution discrète est ensuite proposée grâce à une recherche dans des bases de données. Il est ainsi possible de répondre à la problématique et de proposer un dimensionnement cohérent du SThG®.

Source :

> www.theses.fr/2016EMAC0002

A télécharger :

> Thèse « Le Smart Thermogène Grid® » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01357788/document>

Publication d'une thèse : « Habitable et confortable : modèles culturels, pratiques de l'habitat et pratiques de consommation d'énergie en logement social et copropriétés » - Septembre 2016

Ce travail de thèse en architecture se veut être une réponse à l'impasse conceptuelle dans laquelle se trouvent la plupart des recherches centrées sur les comportements de consommation d'énergie au logement, étudiés soit sous l'angle technique soit sous l'angle culturel, sans réussir à dresser une image complète des pratiques de consommation d'énergie. Elle repose sur une démarche de recherche inductive menée à partir de deux enquêtes de terrain, l'une auprès de vingt ménages habitant le parc social et l'autre chez six ménages du parc privé, qui ont conduit à une description ethnographique fine des pratiques domestiques. Celle-ci repose principalement sur la mise en place d'une méthodologie originale permettant de rendre lisibles les usages réels de l'énergie en fonction des activités qui ont lieu au domicile, en leur rendant leur contexte et leur dimension spatiale. Les résultats permettent de révéler un lien fort entre le rapport au logement qu'entretiennent les habitants et leur rapport à l'énergie, qui ne relève de facteurs financiers que dans des cas extrêmes. Les comportements de consommation alors observés prennent place dans le contexte de la construction d'un environnement rendu habitable et confortable par ses habitants, et donc dans une dimension très subjective du « bien habiter » et du « bien consommer ».

Source :

> www.theses.fr/2016PA100003

A télécharger :

- > Thèse « Habitable et confortable : modèles culturels, pratiques de l'habitat et pratiques de consommation d'énergie en logement social et copropriétés » : https://bdr.u-paris10.fr/theses/internet/2016PA100003/2016PA100003_1.pdf
- > Thèse « Habitable et confortable : modèles culturels, pratiques de l'habitat et pratiques de consommation d'énergie en logement social et copropriétés - Cahier graphique » : https://bdr.u-paris10.fr/theses/internet/2016PA100003/2016PA100003_2.pdf

Publication d'une thèse : « Vulnérabilité et changement des comportements de consommation : recherche sur les consommateurs d'énergie en France et au Royaume-Uni » - Septembre 2016

Cette thèse porte sur le phénomène de vulnérabilité qui fait référence à une situation de pauvreté potentielle dans laquelle un consommateur peut se retrouver à tout moment de sa vie lorsqu'il est confronté à différents aléas. Ce travail s'intéresse à cette frange de consommateurs encore méconnue qui se retrouve dans l'obligation de développer des stratégies coping pour maintenir un lien à la consommation, notamment énergétique, en France et au Royaume-Uni. Dans la mesure où cette thèse cherche à décrire l'évolution des comportements de consommation, une démarche qualitative basée premièrement sur des interviews semi-directives auprès d'acteurs locaux puis sur des entretiens auprès des consommateurs vulnérables a été mise en place. L'interprétation des résultats a ainsi permis de mener une discussion sur le consommateur vulnérable et la manière dont il appréhende sa situation. Ce dernier développe de nombreuses compétences issues de la mobilisation de différentes ressources pour faire face à une situation difficile. Ce résultat en matière de capacité à mobiliser des compétences invite à réinterroger les fondamentaux de la vulnérabilité. Les qualificatifs de démunis ou d'assistés, longtemps utilisés pour désigner cette frange de consommateurs semble désormais injustifiés. Les consommateurs vulnérables sont en effet capables de réactivité et de réflexivité au même titre que l'ensemble des consommateurs.

Source :

> www.theses.fr/2016PAUU2003

A télécharger :

- > Thèse : « Vulnérabilité et changement des comportements de consommation : recherche sur les consommateurs d'énergie en France et au Royaume-Uni » : www.theses.fr/2016PAUU2003/document

Rénovation énergétique massive des logements : Expérience P2E, une nouvelle association destinée à expérimenter le Passeport Efficacité Énergétique - 16 septembre 2016

Née du regroupement de cinq acteurs du bâtiment et de la transition énergétique (le Cercle Promodul, EDF, Saint-Gobain Habitat, Schneider Electric et The Shift Project), l'Expérience P2E s'attachera, pendant deux ans, à : évaluer les conditions qui permettront de faire du P2E une démarche de massification de la rénovation énergétique du logement afin d'atteindre des niveaux A ou B sur l'ensemble du parc ; proposer aux collectivités un outil accessible depuis internet destiné aux particuliers, auditeurs et professionnels qui comprendra, entre autres, un suivi du plan des travaux et des possibilités de financement ; et, établir des statistiques suite aux retours d'expérience, qui seront compilées dans une base de données indépendante.

Source :

> www.batiactu.com/edito/passeport-efficacite-energetique-entre-phase-experimentation-46115.php

Rénovation énergétique : la Commission européenne souhaite transposer en France la méthodologie « EnergieSprong » - 21 septembre 2016

Le projet « Transition Zéro », financé par la Commission européenne dans le cadre du programme européen pour la Recherche et l'Innovation Horizon 2020, va être déployé en France par GreenFlex, le CSTB, l'Union sociale pour l'habitat et le pôle Fibres Energivie. Inspiré de la méthodologie hollandaise « EnergieSprong », il permet de massifier la rénovation énergétique à un niveau zéro énergie en logement social. L'idée étant de pré-industrialiser ces rénovations, sans néanmoins les uniformiser, pour en alléger les coûts et en améliorer la qualité. Une dizaine d'entreprises et de bailleurs sociaux précurseurs ont déjà manifesté leur intérêt pour le projet, et pour tester l'approche sur des projets pilotes. L'objectif ? Contractualiser, en France, 5 000 rénovations d'ici à 3 ans.

Source :

> www.batiactu.com/edito/union-europeenne-veut-massifier-renovation-energetique-46304.php

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Le CSTB, en partenariat avec le FCBA, publie le guide « Bois construction et propagation du feu par les façades » - Juillet 2016

Rédigé en application de l'instruction technique 249 version 2010, ce guide, qui a valeur d'appréciation en laboratoire, propose des solutions constructives bois fiabilisées en matière de maîtrise de la propagation du feu en façade.

Source :

> www.codifab.fr/actions-collectives/bois/article/bois-construction-et-propagation-du-feu-par-les-facades-1726

A télécharger :

> **Bois construction et propagation du feu par les façades :**

www.codifab.fr/sites/default/files/bois_construction_et_propagation_du_feu_par_les_facades_en_application_de_lit_249_version_1.0_de_juillet_2016.pdf

Le 98^{ème} numéro d'ADEME & Vous - Le Mag s'intéresse à la pollution de l'air intérieur et extérieur - Septembre 2016

Les enjeux sanitaires, environnementaux et économiques de la qualité de l'air sont indéniables. Etat, collectivités, citoyens et acteurs économiques : chaque composante de la société a un rôle à jouer dans la réduction de la pollution de l'air - extérieur et intérieur - en créant les conditions du changement et en incitant chacun à modifier ses comportements.

Source :

> www.ademe.fr/ademe-mag-98

La poussière à l'intérieur des habitations contient toute une gamme de substances chimiques nocives, dont des agents cancérigènes - 17 septembre 2016

Selon une récente étude menée par l'université George-Washington dans 14 états américains, le DEHP, phtalate permettant d'augmenter la souplesse des plastiques, serait la substance chimique la plus fréquemment présente à l'intérieur des habitations. Viennent ensuite les phénols et les retardateurs de flammes, tous deux toxiques pour l'environnement selon leur dissémination, ainsi que des perfluorés. Au total, les scientifiques ont détecté 45 molécules chimiques potentiellement nocives utilisées dans de nombreux produits et objets de la maison comme les sols en vinyle, les cosmétiques, les produits de soins corporels et de nettoyage, l'ameublement et les matériaux de construction.

Source :

> www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0211292282291-pollution-lair-de-nos-maisons-tres-contamine-2028047.php

A télécharger :

> **Consumer Product Chemicals in Indoor Dust - A Quantitative Meta-analysis of U.S. Studies :**

<http://pubs.acs.org/doi/pdf/10.1021/acs.est.6b02023>

90% des Français pensent que réduire l'exposition des enfants aux polluants chimiques est un enjeu prioritaire - 21 septembre 2016

S'appuyant sur les résultats d'un sondage de l'Institut français de l'opinion public portant sur les réglementations visant à réduire l'exposition des enfants à des polluants chimiques, les membres du Rassemblement pour la planète et leurs partenaires (Ecologie sans frontière, Générations futures, Robin des toits, Respire et WECF) demandent aux futurs candidats des prochaines élections présidentielles de tenir compte de l'opinion publique et de mettre en place des mesures pour atténuer l'exposition de la population aux polluants chimiques. Les signataires du texte évoquent le fait qu'en 2012, 98% de la population urbaine était exposée à des niveaux d'ozone supérieurs aux seuils maximaux préconisés par l'Organisation mondiale de la Santé.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/francais-polluants-chimiques-exposition-enfants-priorite-27538.php4

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

L'ADEME publie la première édition de « Chiffres-clés Entreprises » - Août 2016

A travers 163 indicateurs, graphiques ou cartes, les « Chiffres-clés Entreprises » visent à suivre les enjeux environnementaux liés aux activités des entreprises. Ils ambitionnent de donner une vision à la fois globale et précise des grands secteurs économiques, de leur activité et de leur démographie, ainsi que de leurs interactions avec l'environnement.

Source :

> www.ademe.fr/entreprises-chiffres-cles

A télécharger :

> **Chiffres-clés Entreprises** : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe_entreprise_web.pdf

L'ADEME publie une nouvelle édition des « Chiffres clés Climat, Air & Energie » - Août 2016

Chaque année depuis 2008, l'ADEME compile des indicateurs relatifs à des thématiques clés relevant de son champ d'expertise tels que l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, le développement des énergies renouvelables et le suivi des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Cette nouvelle édition 2015, basée sur des données de 2014, comprend en outre de nouveaux indicateurs relatifs à la biodiversité, aux gisements de chaleur fatale dans l'industrie, à la mobilité ou, bien encore, aux tarifs sociaux de l'énergie.

Source :

> www.ademe.fr/climat-air-energie-edition-2015

A télécharger :

> **Chiffres clés 2015 Climat, Air & Energie** : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/chiffres-cles-climat-air-energie-8705-bd.pdf

Publication d'une thèse : « Eléments vers une éthique de l'habitation » - Septembre 2016

Inquiétée par les récentes métamorphoses de l'habitation humaine toujours en devenir, cette thèse propose d'interroger l'idée philosophique d'habiter dans ses lignes critiques. Par-delà la réduction binaire que sous-tend la capacité de différenciation de la notion (ce qui serait habitable, ce qui ne le serait pas), elle voudrait mettre à jour des formes plus complexes d'explicitations des divers accompagnements et résistances aux processus habitationnels. Pour ce faire, la recherche déploie, d'une part, une reconstruction dialogique de l'idée d'habiter et, d'autre part, une mise en résonance de cette proposition avec l'étude de la pensée du philosophe Günther Anders. Au travers des notions de conformisation, de « dividu », de familiarisation ou, bien encore, de livraison du monde, elle cherche à faire voir la façon dont, aujourd'hui, les polarités habitationnelles peuvent concrètement être « mises en difficulté » par des dispositifs spatiaux, mais aussi par des appareils techniques et structures sociétales ou culturelles.

En cela, l'étude travaille à l'établissement d'une nouvelle lecture des rapports complexes à envisager entre architectures, habitations, et responsabilités à l'heure de la modernité-liquide. Modeste prémisse d'une forme de « théorie critique des milieux habités » contemporains, elle cherche à fonder une somme d'éléments capable de mettre à jour l'habitation comme « valeur éthique » et d'éclairer la pensée vers de potentielles postures architecturales mais aussi habitantes. Esquissant par-là les contours et contenus de ce que pourrait être une paradoxale mais nécessaire éthique de l'habitation.

Source :

> www.theses.fr/2016PA080008

A télécharger :

> Thèse « **Eléments vers une éthique de l'habitation** » : www.theses.fr/2016PA080008/document

Travaux à proximité d'un réseau : le Syndicat des entreprises de génie électrique et climatique et la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies publient un vadémécum - 6 septembre 2016

Intitulé « Travaux à proximité des réseaux. Nouvelles réglementations, nouvelles procédures DT-DICT », ce vadémécum synthétique, de six pages, présente tout d'abord les neuf étapes d'un projet, depuis la déclaration de projet de travaux par le maître d'ouvrage, jusqu'à l'obtention du procès-verbal de réception émis par l'exécutant. Puis il répond à quelques questions d'ordre général : à quoi sert le guichet unique ? Qui doit s'enregistrer ? Qu'est-ce qu'un responsable de projet ? Que peut-il déléguer ? Que doit-il garder à sa charge ? Le guide se penche ensuite sur les documents que sont la déclaration de travaux (DT) et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT). Il apporte des précisions sur les délais d'obtention de réponses et sur le cas où aucune réponse n'est obtenue de la part d'un exploitant de réseau potentiellement impacté. L'épineuse question de la prise en charge des opérations de marquage piquetage est notamment évoquée. Il traite également des investigations complémentaires (IC) et des travaux urgents, justifiés par des problématiques de sécurité ou de sauvegarde des personnes et des biens, de continuité du service public ou de cas de force majeure. Enfin, le document aborde le traitement contractuel des réseaux non localisés ou mal localisés avant travaux ou en cours de chantier.

Source :

> www.batiactu.com/edito/travaux-a-proximite-reseaux-decortiques-par-serce-46073.php

/// SOMMAIRE ///

Les membres du réseau BEEP



Avec le soutien technique et financier de :

